

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2001 — 1254 [C — 2001/14088]

19 AVRIL 2001. — Arrêté royal portant approbation de la convention fixant les conditions pour le congé précédant la mise à la retraite à LA POSTE

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public, notamment l'article 2, 1°;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, notamment l'article 46;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques; notamment les articles 34 et 151;

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, modifiée par la loi du 20 mai 1997, modifiée par la loi du 3 décembre 1997, modifiée par la loi du 22 mars 1999, notamment l'article 12 § 3 ;

Vu la loi du 12 août 2000, portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, notamment les articles 7, 8 et 9;

Vu la délibération du conseil d'administration de LA POSTE du 8 décembre 2000;

Vu l'accord donné par Notre Ministre des Affaires Sociales et des Pensions le 2 février 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 janvier 2001;

Vu les lois coordonnant la législation relative au Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 et § 2, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989 et 6 avril 1995;

Vu l'urgence motivée;

Considérant qu'un retard dans l'exécution des mesures porterait un grave préjudice à la suite utile du projet, vu que ces mesures doivent immédiatement suivre les dispositions existantes qui se terminent au 31 décembre 2000 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La convention jointe à cet arrêté et fixant les conditions pour le congé précédant la mise à la retraite à LA POSTE, est approuvée.

Art. 2. Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 19 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications
et des Entreprises et Participations publiques,

R. DAEMS

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 2001 — 1254 [C — 2001/14088]

19 APRIL 2001. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de overeenkomst houdende de regeling van de voorwaarden voor het verlof voorafgaand aan de pensionering bij DE POST

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 januari 1974 tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten en van met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden voor het toekennen en het berekenen van pensioenen ten laste van de Staatskas, inzonderheid op artikel 2, 1°;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op het artikel 46.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikels 34 en 151;

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, gewijzigd bij de wet van 3 december 1997, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1999, inzonderheid op artikel 12 § 3;

Gelet op de wet van 12 augustus 2000, houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, inzonderheid op de artikels 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van DE POST van 8 december 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen van 2 februari 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 januari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, en § 2, vervangen bij de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989 en 6 april 1995;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een vertraging in de uitvoering van de maatregelen de nuttige gevolgen van het ontwerp in gevaar zouden brengen, vermits deze maatregelen onmiddellijk dienen aan te sluiten bij de bestaande regeling die op 31 december 2000 eindigt;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde overeenkomst tot regeling van de voorwaarden van het verlof voorafgaand aan de pensionering bij De Post wordt goedgekeurd.

Art. 2. Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de Grasse, 19 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie
en Overheidsbedrijven en Participaties,

R. DAEMS

Convention fixant les conditions
pour le congé précédant la mise à la retraite à LA POSTE

1. Les agents statutaires de LA POSTE, âgés d'au moins 57 ans et comptant 30 années de services pouvant être prises en considération pour l'octroi d'une pension dans le secteur public, peuvent à leur demande obtenir un congé précédant la retraite (disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite) au plus tôt à partir du 1^{er} juin 2001 et au plus tard le 1^{er} jour du 6^{ème} mois suivant leur 59^{ème} anniversaire.

2. § 1. Le traitement d'attente lié au congé précédant la retraite est calculé une seule fois à la date de début de celui-ci, de la même manière qu'une pension de retraite du secteur public, à la différence toutefois, qu'il est tenu compte du dernier traitement pour prestations complètes et que les éventuelles bonifications en temps pour les diplômes obtenus ne sont pas prises en considération.

§ 2. Pour les agents en prestations complètes, le traitement d'attente est garanti à 70 % du dernier traitement brut d'activité pour des prestations complètes, sans toutefois pouvoir dépasser 75 %.

§ 3. Pour les agents en prestations incomplètes, qui pour le calcul de la pension comptent au moins 30 années de services complets – tels que définis au point 1 – un traitement d'attente de 70 % du dernier traitement brut d'activité pour prestations complètes est également garanti.

Si pour le calcul de la pension de retraite l'on n'atteint pas les 30 années de services complets, le traitement d'attente garanti est réduit proportionnellement suivant le rapport : la durée des services réellement prestés / la durée des mêmes services en prestations complètes.

Une même diminution proportionnelle du traitement d'attente sera appliquée pour les périodes suivantes :

- interruption de carrière qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la pension;
- congé pour convenance personnelle;
- disponibilité pour convenance personnelle;
- non-activité ou congé pour prestations réduites pour convenance personnelle.

3. Au cours de la période de congé précédant la retraite, l'exercice éventuel d'une activité lucrative ou d'un mandat politique doit être signalé immédiatement à La Poste comme stipulé au Vol. 1 des Statuts (Statut administratif, chapitre XI et Règlement des congés, titres 9 et 10).

Ceci est indispensable pour que La Poste puisse respecter ses obligations légales. En effet, le personnel de La Poste qui perçoit un traitement d'attente ne peut exercer une activité professionnelle que dans les limites des articles 4 et 9 de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement. La diminution ou la suspension du traitement d'attente est dès lors calculée de la même manière que lors du cumul avec une pension de retraite.

4. Avant le début du congé précédant la retraite, qui doit toujours débiter le 1^{er} du mois, le reliquat des congés annuels de vacances et des repos doit être apuré. Si tel n'est pas le cas, l'agent doit y renoncer formellement.

5. Les demandes de congé précédant la retraite sont irrévocables et doivent être introduites dans les délais prescrits.

6. Pendant la durée du congé précédant la retraite, les ayants droit perçoivent un traitement d'attente et une allocation de fin d'année, mais non le pécule de vacances. Il n'est pas alloué d'allocation de foyer ou résidence.

Ils conservent leur droit à l'augmentation de traitement. Ils sont considérés comme pensionnés en matière de billets de voyage gratuits et interventions du Service social de La Poste.

7. Tout membre du personnel bénéficiant du congé précédant la retraite sera mis d'office à la pension dans le mois qui suit la date à laquelle il devient éligible pour la pension légale anticipée.

Par conséquent, dans l'état actuel de la législation, l'agent en congé précédant la retraite est mis d'une façon définitive et prématurée à la pension le 1^{er} jour du mois suivant son 60^e anniversaire.

8. A partir du 1^{er} janvier 2005, il ne peut plus être fait usage du droit au départ en congé précédant la retraite.

Overeenkomst tot regeling van de voorwaarden
van het verlof voorafgaand aan de pensionering bij DE POST

1. De vastbenoemde personeelsleden van DE POST die minimum 57 jaar oud zijn en 30 dienstjaren tellen, die voor de toekenning van een rustpensioen in het stelsel van de openbare sector kunnen in aanmerking genomen worden, kunnen op hun verzoek een verlof voorafgaand aan de pensionering (terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aan gelegenheid voorafgaand aan de pensionering) bekomen ten vroegste vanaf 1 juni 2001 en ten laatste op de 1e dag van de 6de maand volgend op hun 59e verjaardag.

2. § 1. Het wachtgeld verbonden aan een verlof voorafgaand aan de pensionering wordt op de ingangsdatum ervan eenmalig berekend zoals een rustpensioen in het stelsel van de openbare sector, evenwel wordt hier de laatste wedde voor volledige prestaties in aanmerking genomen en er wordt geen rekening gehouden met de eventuele tijdsbonificaties voor behaalde diploma's.

§ 2. Voor personeelsleden met volledige prestaties, wordt evenwel een wachtgeld gegarandeerd van 70 % van de laatste bruto maandwedde voor volledige prestaties, zonder dat evenwel de 75 % mag overschreden worden.

§ 3. Voor personeelsleden met onvolledige prestaties, die voor de berekening van het rustpensioen minstens 30 volledige dienstjaren bereiken – zoals bepaald in punt 1 – wordt ook een wachtgeld gegarandeerd van 70 % van de laatste bruto maandwedde voor volledige prestaties.

Indien voor de berekening van het rustpensioen geen 30 volledige dienstjaren bereikt worden, wordt het gegarandeerd wachtgeld evenredig verminderd volgens de verhouding : tijdsduur werkelijk gepresteerde diensten/tijdsduur van dezelfde dienstperiode met volledige prestaties.

Eenzelfde evenredige vermindering van het wachtgeld wordt toegepast voor de periodes van :

- loopbaanonderbreking, welke niet in aanmerking komen voor de pensioenberekening;
- verlof wegens persoonlijke aangelegenheid;
- beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheid;
- non-activiteit of verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

3. Tijdens de periode van verlof voorafgaand aan de pensionering moet het eventuele uitoefenen van een winstgevend activiteit of een politiek mandaat onmiddellijk aan De Post gesignaleerd worden zoals voorzien in het Boekdeel 1 van de Statuten (Administratief statuut, hoofdstuk XI en Reglement betreffende de verloven, titels 9 en 10).

Dit is onontbeerlijk voor De Post om tegemoet te komen aan haar wettelijke verplichtingen terzake vermits het postpersoneel dat een wachtgeld ontvangt slechts een beroepsactiviteit mag uitoefenen binnen de grenzen van de artikelen 4 en 9 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen. De vermindering of de opschorting van het wachtgeld wordt daarbij op dezelfde wijze door De Post berekend als voor de cumulatie bij de uitbetaling van een rustpensioen.

4. Vóór de aanvang van het verlof voorafgaand aan de pensionering, dat steeds op de 1e dag van de maand ingaat, dient het tegoed aan jaarlijks verlof en inhaalrust aangezuiverd te zijn. Indien dit niet het geval is, dient het personeelslid er uitdrukkelijk aan te verzerken.

5. De aanvragen voor verlof voorafgaand aan de pensionering zijn onherroepelijk en moeten binnen de voorgeschreven termijnen ingediend worden.

6. Tijdens de periode van verlof voorafgaand aan de pensionering ontvangen de rechthebbenden een wachtgeld en eindejaarstoelage, maar niet het vakantiegeld. De haard of standplaatstoelage wordt niet toegekend.

Zij behouden hun recht op weddeverhoging. Zij worden beschouwd als gepensioneerd inzake kosteloze reisbiljetten en tussenkomsten van de Sociale dienst van De Post.

7. Elk personeelslid, met verlof voorafgaand aan de pensionering, wordt van ambtswege gepensioneerd tijdens de maand die volgt op de datum op dewelke het in aanmerking komt voor het wettelijk vervroegd pensioen.

Daardoor wordt ingevolge de huidige wetgeving het personeelslid met verlof voorafgaand aan de pensionering definitief vroegtijdig gepensioneerd vanaf de 1e dag van de maand volgend op de 60^e verjaardag.

8. Er kan vanaf 1 januari 2005 geen gebruik meer gemaakt worden van het recht met verlof voorafgaand aan de pensionering te vertrekken.